



Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/RENDEZ-VOUS-SALARIAL-17-MARS-2016.html>

DECLARATION FSU

RENDEZ-VOUS SALARIAL - 17 MARS 2016

- FSU nationale - Communiqué -

Publication date: lundi 21 mars 2016



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

F.S.U.

Un travail mal reconnu, de nombreux agents en difficulté pour en vivre correctement, une situation néfaste à la Fonction publique en termes de reconnaissance sociale, d'image et d'attractivité, voici en quelques mots le résumé des conséquences de la politique de gel de la valeur du point d'indice depuis 2010. Pourtant, de l'avis général, l'engagement des agents publics est sans faille et reconnu. Il a été par exemple largement salué lors des attentats de 2015 ou encore dans rôle essentiel qu'ils ont joué en faveur des citoyens pour amortir les effets sociaux de la crise de 2008. C'est grâce à eux que les services publics jouent tout leur rôle dans notre pays.

La FSU n'a eu cesse ces dernières années, avec d'autres organisations syndicales, d'informer, de mobiliser pour essayer d'être entendues sur la question salariale dans la Fonction publique.

La réponse du gouvernement, est tardive pour bien des agents qui ont vu les difficultés s'accumuler.

Les agents de la Fonction publique ont perdu de 7 à 8 % de leur pouvoir d'achat depuis 2010. Ce qui conduit à une baisse du salaire net moyen en euros constants dans la Fonction publique de près de 1,5 % depuis 2011 (source INSEE).

Bientôt six années de gel de la valeur du point d'indice, après une décennie de faibles revalorisations, qui a conduit à une perte de pouvoir d'achat équivalente à près de deux mois de traitement indiciaire par an.

Et la réduction de la part du traitement indiciaire dans les rémunérations, aggravée par la politique de gel de la valeur du point, combinée aux mesures des réformes des retraites depuis 2003, dégrade fortement les montants de liquidation des pensions...

Arrêtons ici le constat et les chiffres, mais il est une évidence que cette situation liée aux politiques d'austérité successives n'a que trop duré.

Ce rendez-vous salarial d'aujourd'hui est donc capital.

La FSU a défendu dans les négociations « PPCR » une approche combinant la revalorisation de la grille et celle de la valeur du point d'indice. Elle a obtenu dans ces négociations que ce rendez-vous salarial ait bien lieu au début de l'année de 2016. Elle a acté le protocole en restant déterminée à ce que ce rendez-vous salarial débouche sur une « revalorisation du point » puisque le texte de celui-ci prévoit que cette négociation « sera l'occasion d'examiner la revalorisation du point d'indice au vu des indicateurs économiques ».

Pour la FSU, la décision d'en finir avec le gel de la valeur du point d'indice est un signal positif pour les plus de 5 millions d'agents.

Nous l'actons ainsi.

Pour la FSU, cette décision de dégeler la valeur du point d'indice et de le revaloriser est un premier résultat des multiples mobilisations des agents publics ces dernières années.

Il s'agit maintenant de discuter de l'augmentation de la valeur du point que vous proposez afin de réparer l'injustice salariale dont les agents publics sont victimes. Il faut que la revalorisation soit à la hauteur du préjudice subi depuis trop longtemps.

Pour la FSU, nous vous rappelons que la progression du point d'indice doit permettre véritablement de compenser l'inflation et la dégradation des conditions de vie des agents publics due à la baisse du pouvoir d'achat. Au regard des pertes subies, nous avons proposé une première mesure immédiate d'urgence et une programmation de mesures permettant de rattraper progressivement les pertes subies. Il faudrait 2 % pour porter le traitement minimum (IM 309) au niveau du SMIC.

Nous vous le disons franchement, les budgets existent : la preuve par les crédits que la loi de finances 2016 consacrent au CICE. Ces dernières années, le gouvernement a fait d'autres choix, a priorisé d'autres financements comme le Pacte de responsabilité, sans d'ailleurs les retours promis sur l'emploi. Il est temps de s'engager dans une autre voie.

Vous l'aurez compris, pour la FSU, votre mesure de 1,2 %, si elle marque votre volonté de sortir de cette situation, ne peut être qu'un premier pas.

Elle n'est pas d'un niveau suffisant pour répondre aux attentes des agents, ce que nous regrettons.

Nous actons donc cette mesure du gouvernement. Et nous vous demandons l'élaboration d'un plan de rattrapage.

A travers les salaires, il s'agit de reconnaître l'action et le rôle essentiel que jouent les agents de la Fonction publique pour répondre aux besoins de la population et pour un meilleur accès aux droits fondamentaux, individuels et collectifs, de chacun et chacune mais aussi dans la cohésion de notre société et son modèle social. C'est aussi à travers eux la Fonction publique qui est reconnue.